

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une
Foi

COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE



RAPPORT DE LA 11^{ème} REVUE DES
PROJETS ET PROGRAMMES DU

Août 2011

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	3
1. INTRODUCTION GENERALE	5
2. CONTEXTE	9
3. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA 9ème REVUE	9
4. ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES P/P DEPUIS LEUR DEMARRAGE JUSQU'AU AU 31/12/2009.....	11
4.1. Situation générale des P/P	11
4.2. Progression des financements acquis du portefeuille des PP du Commissariat à la Sécurité Alimentaire de 2006 à 2009.....	12
4.3. Répartition des financements acquis:.....	13
4.3.1. Répartition du portefeuille par type de financement:.....	14
4.3.2. Répartition des financements extérieurs par Partenaire Technique et Financier (PTF) :.....	15
4.4. Situation des décaissements :.....	16
4.4.1. Évolution du taux de décaissement entre 2007 et 2009	17
4.4.2. Taux de décaissement des 5 principaux projets au 31/12/ 2009	17
4.4.3. Au titre du décaissement intérieur	19
4.4.4. Au titre du décaissement extérieur	19
4.5. L'âge des P/P :.....	19
4.6. La répartition géographique des P/P :	20
5. SITUATION D'EXECUTION PHYSIQUE DES PROJETS / PROGRAMMES	23
6. ETAT DU PORTEFEUILLE DES PROJETS EN PREPARATION.....	24
7. CONTRAINTES	24
8. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	25
9. PLAN D'ACTION DE LA 10EME REVUE	25
10. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	27
11. ANNEXES.....	28
11.1. Annexe 1 : répartition des financements par projet/ programme par bailleur et par région.....	29
11.2. Annexe 2 : Détail des PP par bailleurs et par structures du département et détail des réalisations physiques	30

Liste des tableaux et figures

<i>Tableau 1: Etat de mise en œuvre du Plan d'Action de la 9^{ème} Revue.</i>	9
<i>Tableau 2: tableau de synthèse général.</i>	11
<i>Tableau 3 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)</i>	13
<i>Figure 1: Progression des financements acquis du portefeuille des PP... Erreur ! Signet non défini.</i>	
<i>Tableau 4 : répartition du portefeuille par type de financement.</i>	14
<i>Figure 2 : répartition du portefeuille par type de financement</i>	14
<i>Tableau 5 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2009.</i>	15
<i>Figure 3 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2009.</i>	16
<i>Tableau 6 : évolution du taux de décaissement entre 2007 et 2009</i>	17
<i>Figure 4 : Evolution des taux de décaissement de 2007 à 2009... Erreur ! Signet non défini.</i>	
<i>Tableau 7 : taux de décaissement des 5 principaux P/P.</i>	17
<i>Figure 5 : taux de décaissement des 5 principaux P/P</i>	Erreur ! Signet non défini.
<i>Tableau 8 : l'âge des P/P</i>	19
<i>Figure 6 : l'âge des P/P</i>	20
<i>Tableau 9 : répartition géographique des P/P.</i>	20
<i>Figure 7: répartition géographique des P/P</i>	Erreur ! Signet non défini.
<i>Figure 8 : répartition géographique des financements des P/P.</i>	21
<i>Tableau 10 : Plan d'Action de la 10ème REVUE</i>	25

1. INTRODUCTION GENERALE

2. INTRODUCTION GENERALE

Par lettre circulaire N°04353/MEF-SG du 30 Décembre 2010, relative à la 11^{ème} revue des projets et programmes de Développement du Mali, le Ministre de l'Economie et des Finances a demandé à chaque département ministériel d'élaborer un rapport sur l'état d'exécution du portefeuille des projets et programmes publics de développement au 31 Décembre 2010. Cette lettre est accompagnée d'une note méthodologique qui précise le chronogramme de la revue.

Il s'agit de procéder à une analyse critique de l'état d'exécution physique et financière desdits projets et programmes, d'identifier les principales contraintes qui entravent leur mise en œuvre et de proposer les mesures et/ou solutions nécessaires pour améliorer leur performance.

L'analyse du Secteur du Développement Rural révèle que d'importants efforts ont été faits à travers l'élaboration d'une Loi d'Orientation Agricole (LOA), prenant en compte les différents Schémas et politiques, notamment la Politique de Développement Agricole et son Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA). Neuf (9) projets et programmes sont mis en œuvre dans le sous-secteur de l'agriculture. Ils sont généralement financés à environ 81% par l'aide extérieure.

Compte tenu des enjeux et face à l'ampleur des investissements consentis, le suivi de ces projets et programmes s'avère indispensable afin de s'assurer de leur gestion efficace et efficiente et d'apporter éventuellement les mesures correctives nécessaires.

Le suivi opérationnel est du ressort des structures chargées de l'exécution de ces projets et programmes. Des supervisions périodiques sont effectuées par les services centraux assurant la tutelle de ces projets ainsi que les bailleurs de fonds. Toutefois, les informations collectées ne parviennent pas à temps aux décideurs, limitant ainsi leurs capacités d'anticipation par rapport aux solutions à apporter

aux éventuelles difficultés liées à l'exécution normale des projets et programmes. Cette situation n'est pas satisfaisante aussi bien pour les bénéficiaires, le département, que pour les partenaires au développement.

Pour pallier cette insuffisance, il a été créé onze (11) Cellules de Planification et de Statistique (CPS) sectorielles, disposant en leur sein d'une Unité de Programmation et de Suivi Evaluation dont une des missions est d'élaborer un rapport annuel d'exécution des projets et programmes du secteur concerné. La CPS en charge du Secteur du Développement Rural est la CPS-SDR, couvrant le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Elevage et de la Pêche, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire et le Secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé du développement intégré de la zone office du Niger (SEDIZON).

La 11^{ème} revue du Commissariat à la Sécurité Alimentaire a porté sur 9 Projets et Programmes, tirés du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2010-2012, tous en exécution.

Toutefois, en vue de fournir aux décideurs une information actualisée du portefeuille des projets et programmes du CSA, les financements extérieurs acquis par les projets et programmes clos au 31 Décembre 2010 n'ont pas été comptabilisés. Il en a été de même pour leurs réalisations physiques.

La rédaction du présent rapport a été précédée par deux étapes importantes :

1^{ère} Etape :

Des missions de terrain de 15 à 20 jours ont été effectuées dans toutes les zones d'intervention des projets et programmes par cinq équipes de plusieurs cadres, grâce à l'appui financier apporté par la Coopération Technique Belge. La CPS/SDR, la DNPD, les Directions nationales et Régionales, la DAF du Ministère de l'Agriculture ont participé à ces missions de terrain.

Une méthodologie unique a été adoptée par toutes les équipes. Elle est articulée autour des points suivants :

- ✓ Formation des cadres des projets et programmes sur le remplissage des fiches de suivi évaluation DNPD et intégration des données suivant les composantes du PNISA;
- ✓ Remplissage des Fiches de Suivi Evaluation des projets et programmes ;
- ✓ Présentation des activités réalisées par l'équipe de projet suivant les composantes et sous composantes du PNISA;
- ✓ Collecte et analyse des documents de projet, rapports d'activités, des rapports d'études de faisabilité et des rapports des missions externes (bailleur de fonds);
- ✓ Actualisation du répertoire des P/P au 31 décembre 2010 ;
- ✓ Discussion avec l'équipe de projet afin de partager les constats, les conclusions et les recommandations de la mission. Les équipes de projets seront formées au fur et à mesure sur les outils de collecte par les équipes nationales.
- ✓ L'organisation et la tenue d'un atelier de validation du 08 au 12 août 2011 sous la présidence du Directeur Adjoint de la CPS-SDR avec la participation des représentants de la DNPD, des Directions nationales et des P/P.

Le présent rapport se compose des chapitres ci-après :

- Le contexte ;
- L'état de mise en œuvre du plan d'action de la 10^{ème} revue ;
- L'état d'exécution du portefeuille des Projets/Programmes depuis leur démarrage jusqu'au 31/12/2010 ;
- L'état des projets et programmes en préparation ;
- Les contraintes de mise en œuvre des projets et programmes ;

- Les propositions de mesures et/ou solutions pour lever les contraintes identifiées;
- Le plan d'action de la 10^{ème} Revue ;
- Les conclusions et recommandations ;
- Les annexes.

3. CONTEXTE

L'environnement du Secteur de Développement Rural est marqué par le processus de passage à l'approche sectorielle.

4. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA 10^{ème} REVUE

A l'issue de la 10^{ème} revue des projets et programmes du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, un plan d'action a été élaboré à partir des difficultés résumées en 8 points qui sont les suivants :

- 1) Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets,
- 2) Difficultés de mobilisation des ressources extérieures auprès des bailleurs de fonds,
- 3) Mise en œuvre par plusieurs projets des activités de suivi évaluation externe à l'insu de la CPS et inobservation de ses attributions,
- 4) Difficultés d'accès à l'information auprès de certains bailleurs de fonds, notamment en ce qui concerne les dépenses effectuées directement par eux,
- 5) Insuffisances dans la maîtrise des procédures de passation des marchés. Circuit d'approbation souvent trop long,
- 6) Faiblesse au niveau du remplissage des fiches par certains gestionnaires et les responsables des projets/programmes,
- 7) Dépréciation des cours des devises (UC, Dollars, etc),
- 8) Défaillances des entreprises attributaires des marchés et leurs reprises

Le tableau N°1 ci-dessous présente l'état d'exécution du plan d'action issue de la 10^{ème} Revue.

Tableau 1: Etat de mise en œuvre du Plan d'Action de la 9^{ème} Revue.

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution	Etat d'exécution
1- Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets par la CPS.	Prévoir les ressources financières pour le suivi des projets et programmes du SDR sur trois ans 2011, 2012 et 2013.	MEF (DNPD), CSA (SAF)	Permanent	

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution	Etat d'exécution
	Envisager la contribution directe des PP à la mise en place de ces ressources, avec l'accord des structures de tutelle.	CPS/SDR	Permanent	
2- Faible implication de la CPS et de la DNPD dans la formulation et le suivi évaluation de certains projets.	Impliquer d'avantage la CPS, la SAF/CSA, la DGDP et la DNPD dans les négociations, la formulation et le suivi évaluation des projets (supervisions, validation des documents de base, Conseils d'Administration ou Comités de Pilotage).	SAF/CSA et les Projets et Programmes	Permanent	
3- Existence des contraintes liées aux décaissements.	<ul style="list-style-type: none"> • Simplifier les procédures et les conditionnalités. • Former les gestionnaires aux procédures d'acquisition des biens et services (délai: fin Juin 2009). 	MEIC- MF	Permanent (Formation et recyclage continus)	
4- Retard dans l'élaboration des plans de passation de marché et des DAO.	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les plans de passation des marchés et les DAO. • Avoir un responsable du suivi des acquisitions et biens de service de chaque PP. 	PP-DAF- Directions de tutelle- Bailleurs	Permanent	
5- Faiblesse au niveau du remplissage des fiches (B.S.I, revue) par certains gestionnaires des PP.	Assurer la formation de tous les gestionnaires au remplissage des fiches (TDR à élaborer pour deux sessions par an).	Directions de tutelle- MA ; SAF/CSA : DNPD - CPS/SDR	Permanent	
6- Défaillance des entreprises adjudicataires des	Etre rigoureux dans le choix des entreprises et dans leur suivi.	SAF/CSA- Projets- DGMP,	Permanent	

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution	Etat d'exécution
marchés.		Bureaux de suivi		
7. Baisse des cours des différentes devises	Eviter que les PP traînent en longueur afin de limiter les gaps	CSA ; MF, les tutelles et les PP.	Permanent	
8. Insuffisance de suivi des PP par les tutelles	Pour les prochains exercices : Améliorer le suivi (suivi trimestriel avec rapport à l'appui) TDR à élaborer.	Tutelles des projets	Permanent	
9. Eléments constitutifs du PNSA	Dresser la liste exhaustive des PP du SDR et d'autres secteurs dont les activités prennent en compte la sécurité alimentaire	CPS/SDR en rapport avec CSA	Sans délai	
11. Existence de PP à faible taux d'exécution (PIDRK)	Suivi semestriel de ce PP par la CPS/SDR et rapport adressé au CSA, DNP, DGDP etc. (TDR à rédiger)	CSA, Tutelles, CPS/SDR, DGDP et DNP	Décembre 2010	

5. ETAT D'EXECUTION DU PORTEFEUILLE DES P/P DEPUIS LEUR DEMARRAGE JUSQU'AU 31/12/2010.

5.1. Situation générale des P/P

Le portefeuille du Commissariat à la Sécurité Alimentaire regroupe 09 projets et programmes, tous en exécution dont 05 projets et programmes sont inscrits au Répertoire National des Projets (RNP) et 04 attendent d'être inscrits.

La situation détaillée est jointe en Annexe 1.

Voir tableau de synthèse ci-dessous :
En Millions Fcfa.

Tableau 2: tableau de synthèse général

		Financement Acquis cumulé 31/12/2010			Décaissements cumulés 31/12/2010			Taux cumulés 31/12/2010		
Commissariat à la sécurité alimentaire	Nombre	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total	Int.	Ext.	Total
Projet en exécution	9	6 337	33 506	39 843	2 742	10 909	13 651	43,27 %	32,56 %	34,26 %
Projet en préparation		0	0	0		0	0			
Total CSA	9	6 337	33 506	39 843	2 742	10 909	13 651	43,27 %	32,56 %	34,26 %

		Décaissement 2010		
Commissariat à la sécurité alimentaire	Nombre	Intérieur	Extérieur	Total
Projet en exécution	9	1 491	4 744	6 235
Projet en préparation		0	0	0
Total CSA	9	1 491	4 744	6 235

Le décaissement 2010 a été obtenu par la différence entre le décaissement cumulé au 31/12/2010 moins le décaissement cumulé au 31/12/2009.

5.2. Progression des financements acquis du portefeuille des PP du Commissariat à la Sécurité Alimentaire de 2007 à 2010

Le financement total acquis (intérieur et extérieur) du portefeuille des projets et programmes du CSA au 31 décembre 2010 est de 39,843 milliards de Fcfa, contre 43,827 milliards au 31 décembre 2009, soit une régression de 9,09%.

Le détail est donné dans le tableau N°2 et dans la figure N°1 ci-dessous.

Tableau 3 : Progression des financements acquis du portefeuille des PP (en millions de F CFA)

Année	Intérieur	Extérieur	Total	PROGRESSIO N
31/12/07	10 060	42 252	52 312	5,9%
31/12/08	9 939	29 613	39 552	-24,4%
31/12/09	7 568	36 259	43 827	10,8%
31/12/10	6 337	33 506	39 843	-9,1%

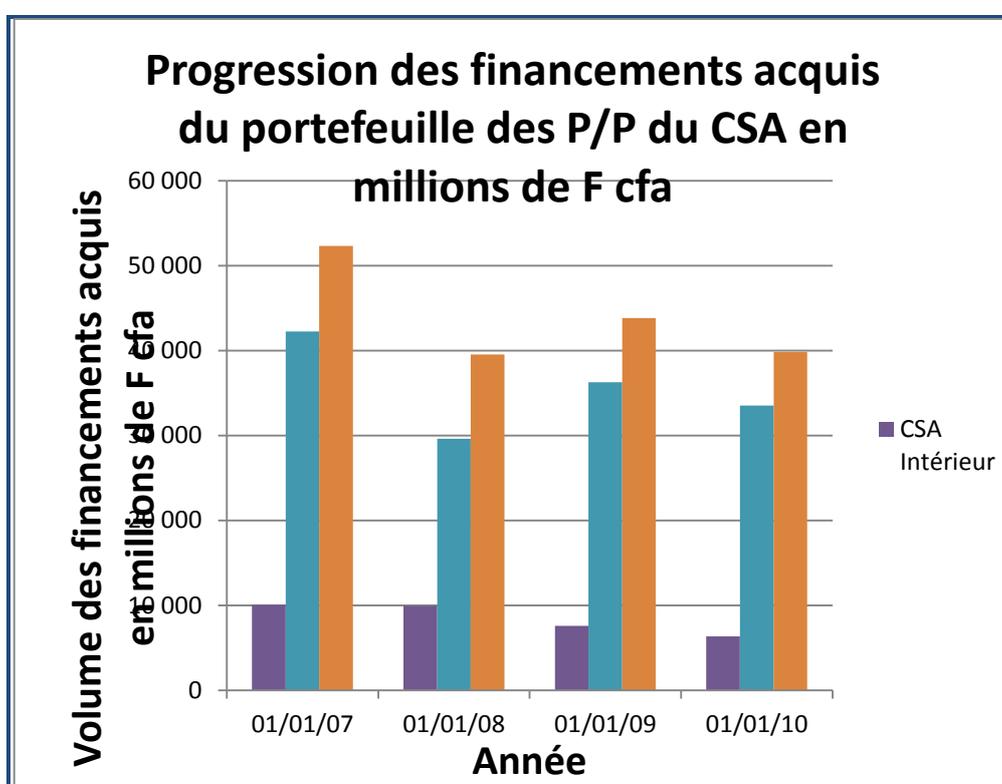


Figure 1: Progression des financements acquis du portefeuille des PP

5.3. Répartition des financements acquis:

L'objectif poursuivi est de présenter la répartition des financements afin d'offrir des éléments d'orientation pour le renforcement et la diversification des sources et des modes de financement du portefeuille.

5.3.1. Répartition du portefeuille par type de financement:

En millions Fcfa

Tableau 4 : répartition du portefeuille par type de financement

Type de financement	Montant en millions de francs	%
Prêts	20 213	51,4%
Subvention	12 797	32,5%
Intérieur	6 337	16,1%
Total	39 347	100,0%

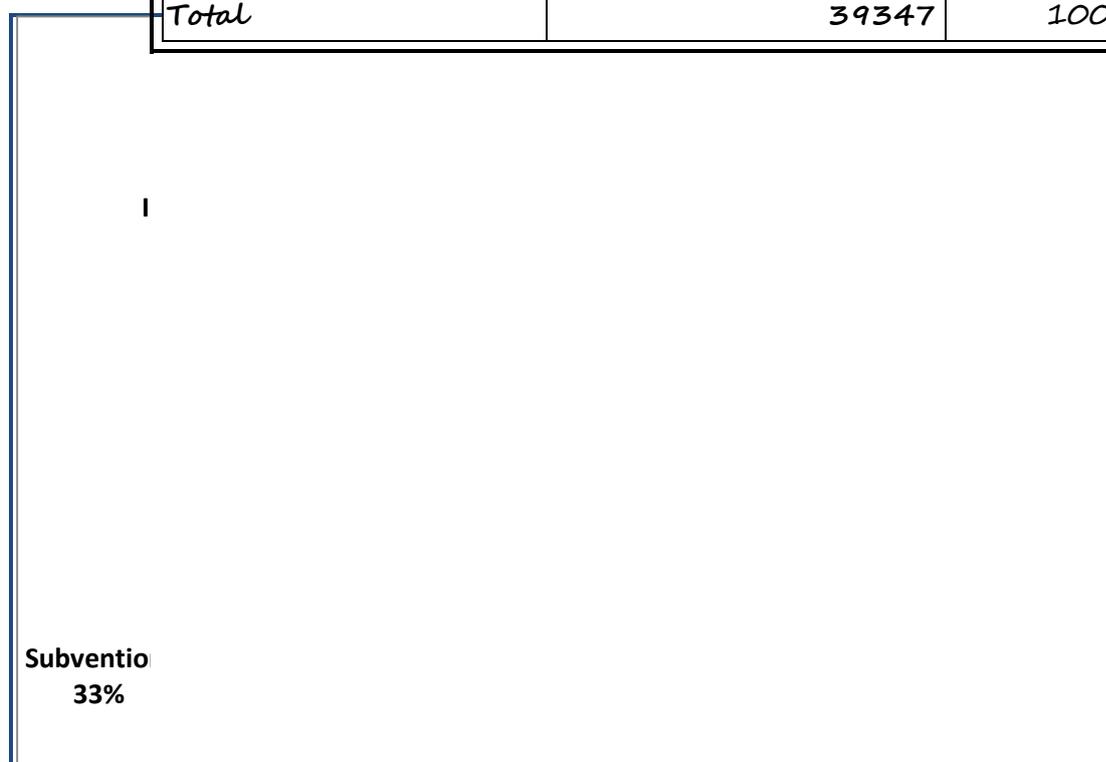


Figure 2 : répartition du portefeuille par type de financement

La figure N°2 ci-dessus montre que :

- Les 84% du portefeuille des projets et programmes sont assurés sur financement extérieur (prêts 51% et subventions 33%).
- L'engagement de l'Etat à travers le BSI est de 14% du volume total.

5.3.2. Répartition des financements extérieurs par Partenaire Technique et Financier (PTF) :

Le nombre total des partenaires techniques et financiers intervenant dans le cadre du CSA est de 05 pour un financement total acquis de 33,506 milliards de Fcfa.

Tableau 5 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2010.

PTF	Montants Financements	Proportion %	Rang	Type de financement
FIDA	14 412	43,7%	1	P
Belgique (et FBS)	8 983	27,2%	2	S
PNUD/FAO	3 814	11,6%	3	S
BOAD	5 801	17,6%	4	P-S
Total	33 010			
Financement non ventilés	496			
TOTAL FINANCEMENT EXTERIEUR	33 506	100%		

P = Prêt.

S = Subvention.

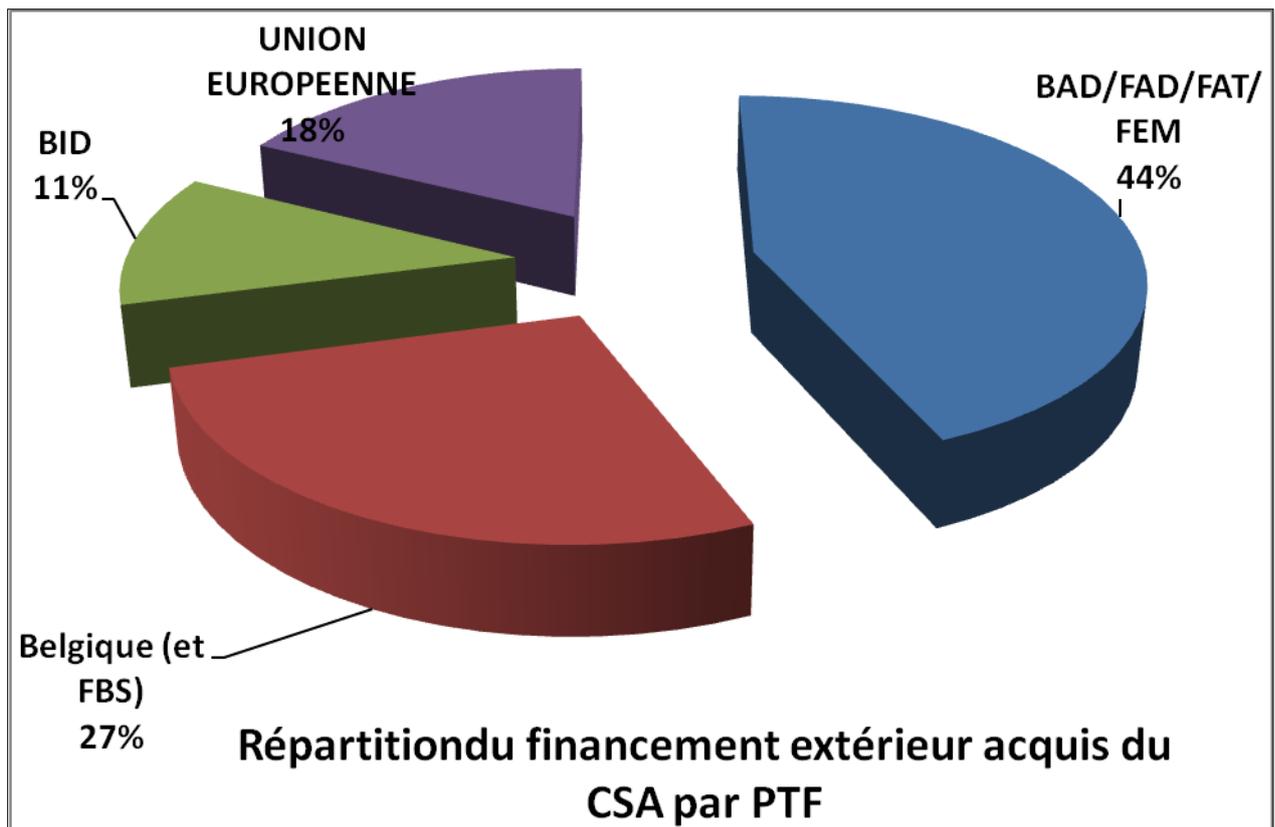


Figure 3 : Répartition des financements extérieurs acquis au 31/12/2009.

5.4. Situation des décaissements :

Le décaissement a été calculé pour les financements intérieurs et extérieurs. Cela permet de situer, en rapport avec l'âge et les taux de réalisation physique, la bonne évolution des projets. Pour y parvenir, la CPS a d'abord exploité les informations recueillies auprès des projets eux-mêmes au cours de visites de terrain.

Sur la base de ces informations, le montant total décaissé se chiffre à 13,651 milliards de Fcfa. Le taux de décaissement global est de 34,26% contre 18% pour la 10ème revue.

De 2008 à 2010, nous notons une augmentation de 6% du taux de décaissement global. Ceci est en grande partie dû au taux de décaissement intérieur qui passe de 33% à 43% sur la même période. Le taux global de 34% en 2010 est appréciable par rapport à 2008 (28%) et 2009 (18%).

5.4.1. Évolution du taux de décaissement entre 2008 et 2010

Tableau 6 : évolution du taux de décaissement entre 2008 et 2010

Taux de décaissement	2008	2009	2010
Taux de décaissement Intérieur	33%	20%	43%
Taux de décaissement Extérieur	26%	17%	33%
Taux de décaissement Global	28%	18%	34%

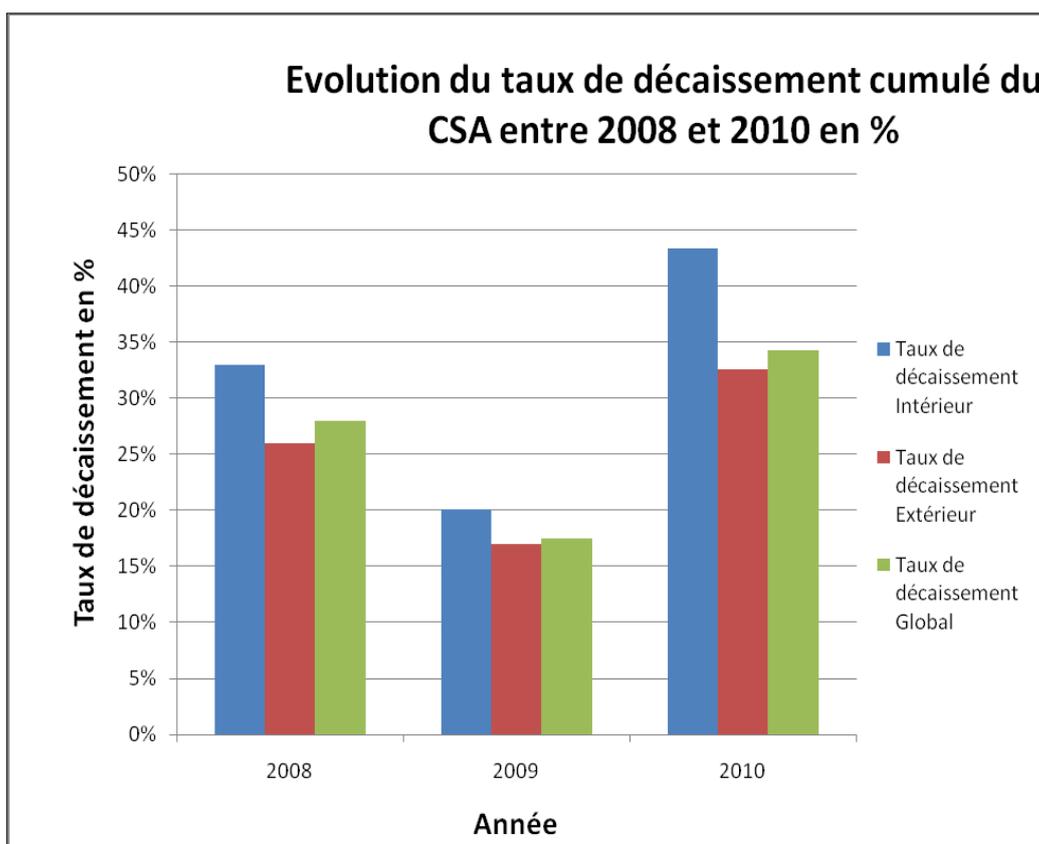


Figure 4 : Evolution des taux de décaissement de 2008 à 2010

5.4.2. Taux de décaissement des 5 principaux projets au 31/12/2010

Tableau 7 : taux de décaissement des 5 principaux P/P

Titre	Titre abrégé	Financement acquis	Taux de décaissement Intérieur	Taux de décaissement Extérieur	Taux de décaissement Total
Programme d'Investissement et de	PIDRN	15 058	53,9%	50,4%	50,5%

Développement Rural des Régions Nord Mali (PIDRN)					
Programme Intégré Développement Rural Région Kidal (PIDRK)	PIDRK	12 427	14,6%	16,3%	16,0%
Contrat plan Programme Restructuration du Marché Céréalière (PRMC)	PRMC	3 600	58,7%	0%	58,7%
Programme conjoint d'amélioration de la nutrition alimentaire dans le cercle de Bandiagara	PROG CONJT BANDI AGARA	3 500	0%	42,9%	42,9%
Initiative d'accélération des OMD au Mali (l. 166 communes)	l.166	314	0%	57,1%	57,1%
TOTAL		34 899			

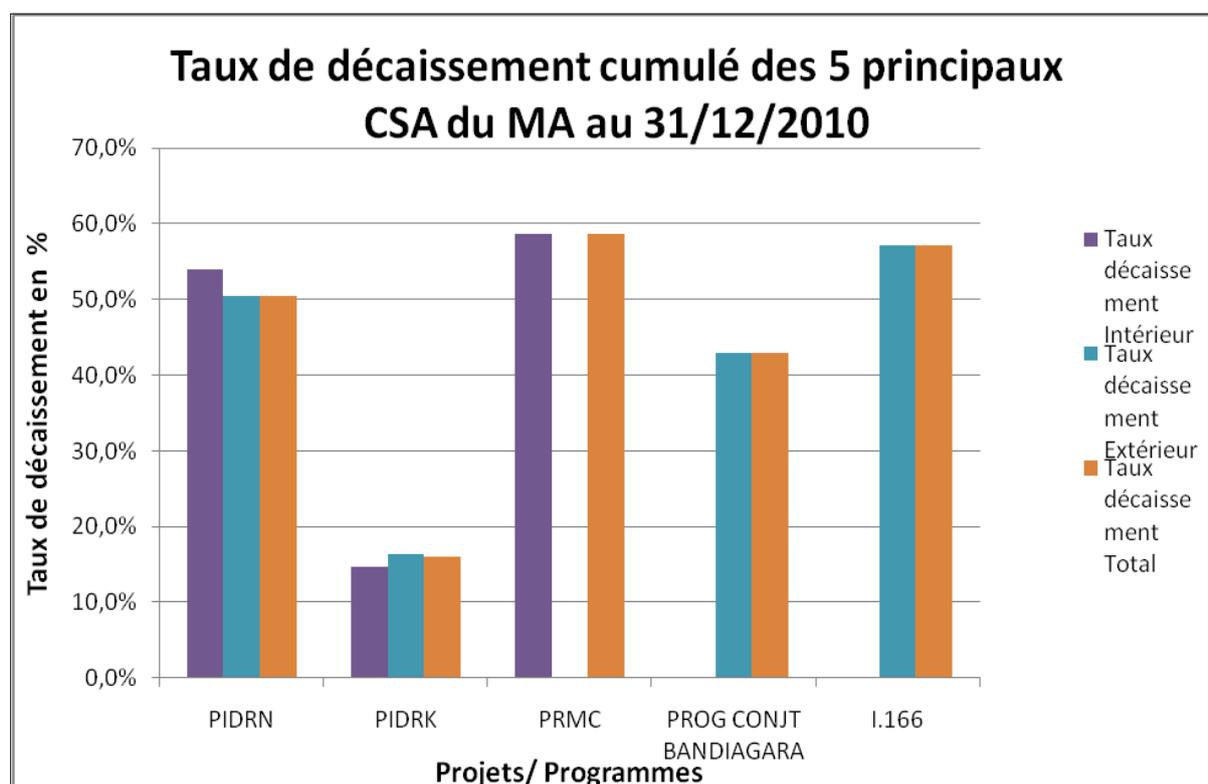


Figure 5 : taux de décaissement des 5 principaux P/P

5.4.3. Au titre du décaissement intérieur

Au 31 Décembre 2010, les projets et programmes revus enregistrent un décaissement cumulé de 2,742 milliards de Fcfa, soit un taux global de décaissement de 43,27% du financement intérieur acquis. Le taux de décaissement du financement intérieur a subi une forte progression par rapport à la 10^{ème} revue (20%).

Le volume du décaissement intérieur est passé de 3,313 à 2,742 milliards Fcfa de 2008 à 2010 soit une régression de 17%.

5.4.4. Au titre du décaissement extérieur

Le montant des décaissements extérieurs a connu une augmentation significative par rapport à la revue précédente et se chiffre à environ 10,909 milliards de Fcfa (33% du financement extérieur acquis) contre 6,165 milliards de Fcfa en 2009 (17% du financement extérieur acquis).

En parallèle de la hausse du volume des financements extérieurs acquis, on constate une augmentation significative du taux de décaissement.

5.5. L'âge des P/P :

L'âge est compté par rapport à l'année 2010 (de la date de démarrage du P/P au 31/12/2010).

Tableau 8 : L'âge des P/P

Catégorie d'âge des P/P	Nombre de P/P
< 1 an	
1 an	1
2 ans	4
3 ans	2
4 ans	0
5 ans	2
6 à 15 ans	0
Total	9

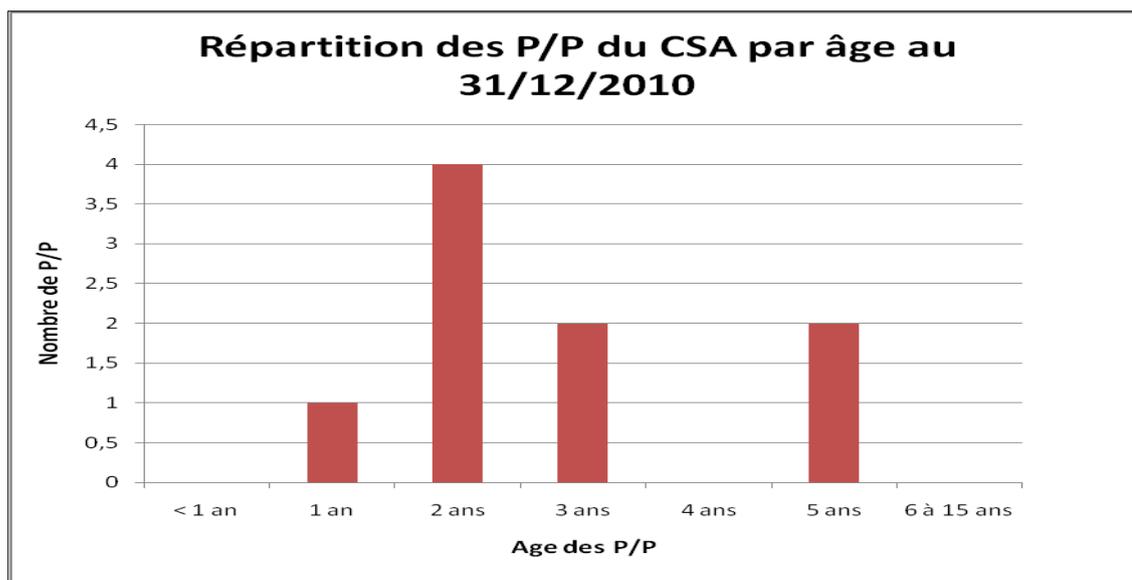


Figure 6 : L'âge des P/P

5.6. La répartition géographique des P/P :

Tableau 9 : répartition géographique des P/P

Localisation	Nombre de P/P	Volume de financement	%
Kayes	0	0	0,0%
Koulikoro	0	0	0,0%
Sikasso	0	0	0,0%
Ségou	0	0	0,0%
Mopti	1	3 500	8,8%
Tombouctou	0	0	0,0%
Gao	0	0	0,0%
Kidal	1	12 427	31,2%
District Bamako	0	0	0,0%
Multirégionaux	7	23 916	60,0%
TOTAL	9	39 843	100%

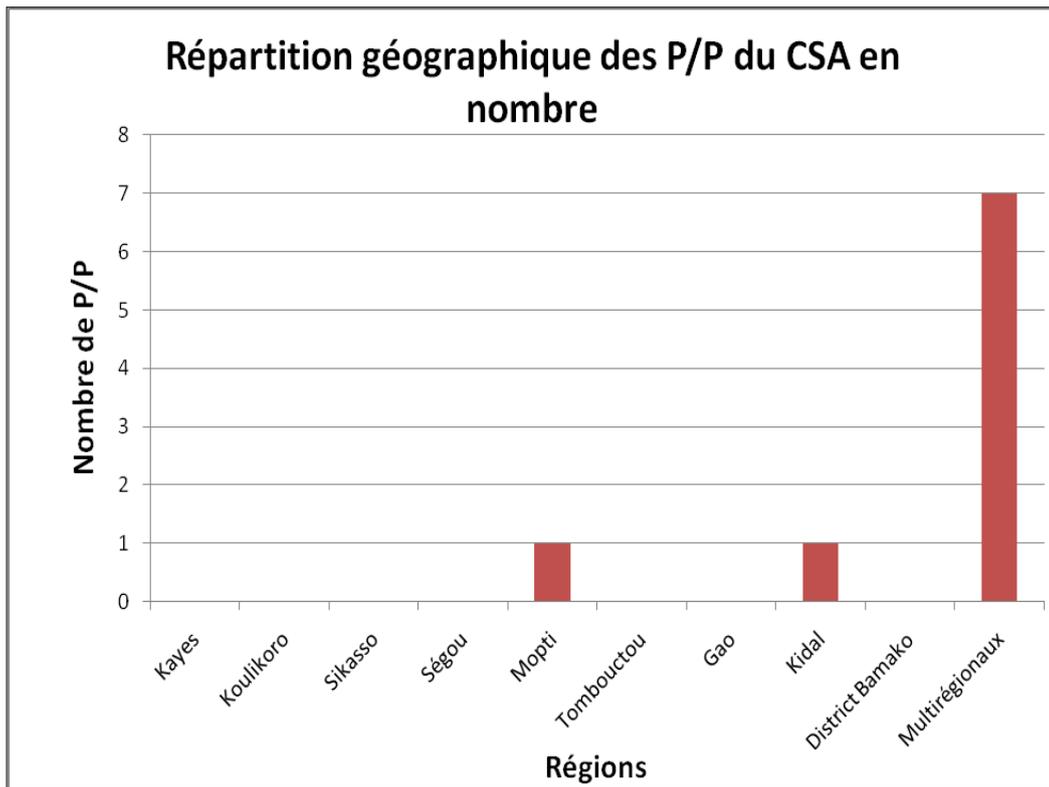


Figure 7: répartition géographique des P/P

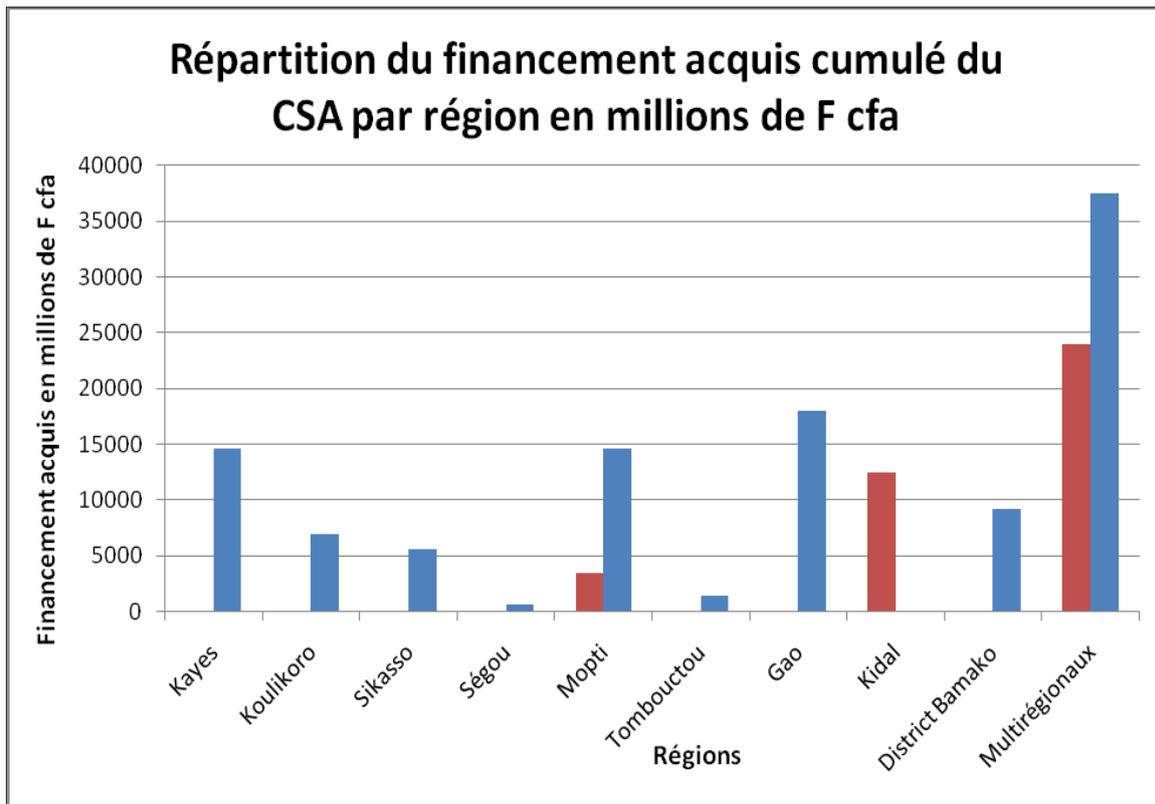


Figure 8 : répartition géographique des financements des P/P

6. SITUATION D'EXECUTION PHYSIQUE DES PROJETS / PROGRAMMES

Réalisations physiques majeures au 31/12/2010

<i>Nature</i>	<i>Unité</i>	<i>Cible Projet</i>	<i>Cible 2010</i>	<i>Réalisé 2010</i>	<i>Cumul au 31/12/2010</i>	<i>Cible 2011</i>
<i>Chambre froide (Nbre)</i>	<i>Nbre</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
<i>Magasins de stockage (Nbre)</i>	<i>Nbre</i>	<i>6</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>1</i>
<i>Mares piscicoles (HA)</i>	<i>Nbre</i>	<i>1</i>	<i>0</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>0</i>
<i>Périmètres irrigués de proximité (HA)</i>	<i>Ha</i>	<i>1436</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>24</i>	<i>500</i>
<i>Régénération naturelle (HA)</i>	<i>Ha</i>	<i>1000</i>	<i>0</i>	<i>500</i>	<i>800</i>	<i>400</i>

De l'analyse de ce tableau, il ressort ce qui suit :

- 1) *Au titre des aménagements hydro-agricoles* : dans le cadre du renforcement de la production et la sécurité alimentaires plusieurs actions sont mises en œuvre comme l'extension des superficies cultivées, la régénération naturelle (500 ha en 2010), la réalisation des périmètres maraîchers oasiens et l'aménagement et surcreusement des mares.
- 2) *Au titre des infrastructures socio-économiques et équipements* : Pistes, puits citernes, puits pastoraux, forages, marchés à bétail, parcs de vaccination, aires d'abattage et/ou de séchage, construction de bureaux et logements, construction de caisses d'épargne et de crédit, construction de magasins de stockage, construction de CSCOM, construction de salles de classes, construction ouvrages de franchissement, construction latrines, matériel de froid
- 3) *Gestion des stocks alimentaires* : on note des actions comme l'Achat de céréales, distributions alimentaires, ventes d'intervention, banques de Céréales

7. ETAT DU PORTEFEUILLE DES PROJETS EN PREPARATION

Aucun P/P n'était en préparation en 2010. Nous pouvons noter, les premières réflexions pour le PNSA II.

8. CONTRAINTES

Les contraintes rencontrées sont de plusieurs ordres, à savoir :

- Insuffisance d'allocations budgétaires pour le suivi des projets,
- Difficultés de mobilisation des ressources extérieures auprès des bailleurs de fonds,
- Mise en œuvre par plusieurs projets des activités de suivi évaluation externe à l'insu de la CPS et inobservation de ses attributions,
- Difficultés d'accès à l'information auprès de certains bailleurs de fonds, notamment en ce qui concerne les dépenses effectuées directement par eux,
- Insuffisances dans la maîtrise des procédures de passation des marchés. Circuit d'approbation souvent trop long,
- Faiblesse au niveau du remplissage des fiches par certains gestionnaires et les responsables des projets/programmes,

- Dépréciation des cours des devises (UC, Dollars, etc),
- Défaillances des entreprises attributaires des marchés et leurs reprises.

9. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Face à ces difficultés, les solutions envisagées peuvent se résumer aux points ci-après :

- Allouer les ressources budgétaires suffisantes pour le suivi des projets et programmes,
- Améliorer les procédures de mobilisation des ressources intérieures et extérieures,
- Impliquer la CPS/SDR dans les négociations de projets et programmes, dans la mobilisation des ressources et dans la tenue des Conseils d'Administration,
- Mettre en place un cadre approprié de concertation,
- Rationaliser les délais de traitement des dossiers en établissant un chronogramme engageant les deux parties (Mali/Bailleurs),
- Renforcer les capacités des responsables et gestionnaires des projets et programmes,
- Actualiser les montants des financements acquis en tenant compte de la fluctuation des taux de change,
- Prévoir et appliquer les sanctions à l'encontre des entreprises défaillantes.

10. PLAN D'ACTION DE LA 10EME REVUE

Sur la base des principaux problèmes sus mentionnés, il est proposé un plan d'action dont la mise en œuvre effective permettra d'améliorer sensiblement la performance des projets. Le plan d'action à l'issue de la 11^{ème} revue, à appliquer au cours de l'exercice 2011, est présenté dans le tableau N°10 ci-dessous.

Tableau 10 : Plan d'Action de la 10ème REVUE

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution
1- Insuffisance d'allocations	Prévoir les ressources financières pour le suivi	MEF (DNPD),	Permanent

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution
budgetaires pour le suivi des projets par la CPS.	des projets et programmes du SDR sur trois ans 2011, 2012 et 2013.	CSA (SAF)	
	Envisager la contribution directe des PP à la mise en place de ces ressources, avec l'accord des structures de tutelle.	CPS/SDR	Permanent
2- Faible implication de la CPS et de la DNPD dans la formulation et le suivi évaluation de certains projets.	Impliquer d'avantage la CPS, la SAF/CSA, la DGDP et la DNPD dans les négociations, la formulation et le suivi évaluation des projets (supervisions, validation des documents de base, Conseils d'Administration ou Comités de Pilotage).	SAF/CSA et les Projets et Programmes	Permanent
3- Existence des contraintes liées aux décaissements.	<ul style="list-style-type: none"> • Simplifier les procédures et les conditionnalités. • Former les gestionnaires aux procédures d'acquisition des biens et services (délai : fin Juin 2009). 	MEIC- MF	Permanent (Formation et recyclage continus)
4- Retard dans l'élaboration des plans de passation de marché et des DAO.	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les plans de passation des marchés et les DAO. • Avoir un responsable du suivi des acquisitions et biens de service de chaque PP. 	PP-DAF- Directions de tutelle- Bailleurs	Permanent
5- Faiblesse au niveau du remplissage des fiches (B.S.I, revue) par certains gestionnaires des PP.	Assurer la formation de tous les gestionnaires au remplissage des fiches (TDR à élaborer pour deux sessions par an).	Directions de tutelle- MA ; SAF/CSA ; DNPD - CPS/SDR	Permanent
6- Défaillance des entreprises adjudicataires des	Etre rigoureux dans le choix des entreprises et dans leur suivi.	SAF/CSA- Projets- DGMP,	Permanent

Problèmes	Solutions	Responsables	Délai d'exécution
marchés.		Bureaux de suivi	
7. Baisse des cours des différentes devises	Eviter que les PP traînent en longueur afin de limiter les gaps	CSA ; MF, les tutelles et les PP.	Permanent
8. Insuffisance de suivi des PP par les tutelles	Pour les prochains exercices : Améliorer le suivi (suivi trimestriel avec rapport à l'appui) TDR à élaborer.	Tutelles des projets	Permanent
9. Eléments constitutifs du PNSA	Dresser la liste exhaustive des PP du SDR et d'autres secteurs dont les activités prennent en compte la sécurité alimentaire	CPS/SDR en rapport avec CSA	Sans délai
11. Existence de PP à faible taux d'exécution (PIDRK)	Suivi semestriel de ce PP par la CPS/SDR et rapport adressé au CSA, DNP, DGDP etc. (TDR à rédiger)	CSA, Tutelles, CPS/SDR, DGDP et DNP	Décembre 2010

11. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

La 11^{ème} revue des projets et programmes du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, organisée par la CPS/SDR et le SAF, conformément aux instructions de la lettre N°04353/MEF-SG du 30 Décembre 2010 du Ministre de l'Economie et des Finances, a porté sur 9 projets et programmes en exécution.

Au 31/12/2010, le taux moyen des décaissements des projets et programmes en exécution est de 34,26% contre 27,95% au 31/12/2009.

Les recommandations suivantes peuvent être faites :

1. S'investir pour acquérir de nouveaux financements ou le renouvellement des financements en cours.

2. Appliquer effectivement et assurer le suivi des mesures préconisées dans le plan d'action sera de nature à améliorer les performances des projets et programmes de la structure.
3. Etablir la situation des Projets et Programmes en lien avec le PNSA en vue de permettre au Commissariat à la Sécurité Alimentaire de trouver des moyens pour leur suivi évaluation ;
4. Demande à la CPS de rapprocher le CSA pour l'élaboration d'un protocole en vue de répertorier les projets en lien avec le PNSA ;
5. Elaborer un programme de formation du personnel du CSA chargés du remplissage des fiches BSI de la DNPD,
6. Diligenter le suivi des dossiers des projets.

12. ANNEXES

- Annexe 1 : répartition des financements par projet/ programme par bailleur et par région
- Annexe 2 : Répartition des financements des PP par bailleurs et par structures du département et détail des réalisations physiques

12.1. Annexe 1 : répartition des financements par projet/ programme par bailleur et par région

P/P en exécution :

N° ordre	N° RNP	Intitulé des Projets et Programmes	Périodes		Dates mise en vigueur	Coûts du projet	Financement acquis			Décassement cumulé au 31/12/2010			Taux %			Bailleurs	Régions	Observations
			Début	Fin			Intér	Extér	Total	Intér2	Extér3	Total4	Intér5	Extér6	Total7			
102	1 369	Contrat plan Programme Restructuration du Marché Céréalière (PRMC)	2009	2011	01/01/09	3 600	3 600	0	3 600	2 112	0	2 112	58,7%	#DIV/0!	58,7%	GRM	Ttes Rég	Exécution normale
103	1 369	Programme Restructuration du Marché Céréalière (PRMC) + participation PTF	2009	2011	01/01/09	149	0	149	149	0	74	74	#DIV/0!	49,7%	49,7%	GRM	Ttes Rég	Exécution normale
104	1 898	Réhabilitation extension infrastructures stockage PAM (Programme pays chq 5 ans)	2008	2012	30/06/08	545	207	0	207	104	0	104	50,2%	#DIV/0!	50,2%	GRM	Toutes Régions	Exécution normale
105	2 102	Programme d'Investissement et de Développement Rural des Régions Nord Mali (PIDRN)	2006	2013	10/04/2006 18/09/06	16 098	397	14 661	15 058	214	7 392	7 606	53,9%	50,4%	50,5%	Financement Commun / GRM	6 7	Exécution normale
106	2 369	Programme Intégré Développement Rural Région Kidal (PIDRK)	2008	2014	20/07/07	12 427	2 133	10 294	12 427	312	1 675	1 987	14,6%	16,3%	16,0%	Financement Commun / GRM	8	Retard exécution
107	SN	Programme conjoint d'amélioration de la nutrition alimentaire dans le cercle de Bandiagara	2009	2012	17/11/09	3 500	0	3 500	3 500	0	1 500	1 500	#DIV/0!	42,9%	42,9%	PNUD / FAO	5	Exécution normale
108	SN	Projet d'appui à la sécurité alimentaire	2010	2012	02/07/05	4 500	0	4 500	4 500	0	0	0	#DIV/0!	0,0%	0,0%	Belgique (FBS)	1,2,5	Projet en démarrage
109	SN	Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA)	2006	2010	28/06/05	88		88	88		88	88	#DIV/0!	100,0%	100,0%	Belgique (FBS)	Ttes Rég	Exécution normale
110	SN	Initiative d'accélération des OMD au Mali (l. 166 communes)	2009	2011	01/03/09	936 000		314	314		179	179	#DIV/0!	57,1%	57,1%	PNUD	1,2,4,5,6,7,8	Exécution normale

9	9		9				976 907	6 337	33 506	39 843	2 742	10 909	13 651	43,3%	32,6%	34,3%		9	9
---	---	--	---	--	--	--	---------	-------	--------	--------	-------	--------	--------	-------	-------	-------	--	---	---

P/P en préparation :

Aucun

12.2. Annexe 2 : Détail des PP par bailleurs et par structures du département et détail des réalisations physiques

N° ORDRE	N° RNP	INTITULE DES PROJETS ET PROGRAMMES	FINANCEMENT ACQUIS			STRUCTURE TUTELLE	NATURE PRET / SUBVENTION / BUDGET NATIONAL	REALISATIONS PHYSIQUES						CIBL E 201 1	
			TOTAL	BAILLEURS	AGE / 2009			NATURE	UNITE	CIBLE PROJET	CIBLE 2010	REALISE 2010	CUMUL 2010		
102	1 369	Contrat plan Programme Restructuration du Marché Céréalière (PRMC)	3 600	GRM	2	CSA	Budget d'état								
103	1 369	Programme Restructuration du Marché Céréalière (PRMC) + participation PTF	149	GRM	2	CSA	Subvention								
104	1 898	Réhabilitation extension infrastructures stockage PAM (Programme pays chq 5 ans)	207	GRM	3	CSA	Budget d'état	Magasins de stockage (Nbre)	Nbre	6	1	1	1	1	1
105	2 102	Programme d'Investissement et de Développement Rural des Régions Nord Mali (PIDRN)	15 058	Financement Commun / GRM	5	CSA	Prêt / subvention	Périmètres irrigués de proximité (HA)	Ha	1 436	3	3	24	500	
								Mares piscicoles (HA)	Nbre	1		1	1		
								Régénération naturelle (HA)	Ha	1 000		500	800	400	
								Chambre froide (Nbre)	Nbre	6	3	3	3	3	
								Construction de CSCOM (Nbre)	Nbre	8		6	6	2	
								Hydraulique villageoise (Nbre)	Nbre	89		6	31	58	
								Pistes rurales (KM)	Km	155				78	
								Construction marché	Nbre	3		2	2	1	

								bétail / volaille / poisson (Nbre)						
								Construction aire d'abatage (Nbre)	Nbre	2		2	2	0
								Magasins de stockage (Nbre)	Nbre	70		17	17	28
								Construction bureaux services (Nbre)	Nbre	10	6	6	8	2
								Construction latrines (Nbre)	Nbre	8 040	530	530	1 040	1 000
								Puits pastoraux (Nbre)	Nbre	43			17	
								Parcs de vaccination (Nbre)		6	6	6	6	0
106	2 369	Programme Intégré Développement Rural Région Kidal (PIDRK)	12 427	Financement Commun / GRM	3	CSA	Prêt / subvention							
107	SN	Programme conjoint d'amélioration de la nutrition alimentaire dans le cercle de Bandiagara	3 500	PNUD / FAO	2	CSA	Subvention							
108	SN	Projet d'appui à la sécurité alimentaire	4 500	Belgique (FBS)	1	CSA	Subvention							
109	SN	Programme National de sécurité Alimentaire	88	Belgique (FBS)	5	CSA	Subvention							
110	SN	Initiative d'accélération des OMD au Mali (l. 166 communes)	314	PNUD	2	CSA	Subvention							